

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

## **Am. locaux R+1 ELSM CARSAT**

Catégorie opération 3

33 rue Grande Vallée  
50100 CHERBOURG EN COTENTIN

## TABLEAU DES REVISIONS

---

Indice	Date	Description
1	05/12/2024	Plan Général de coordination

## SOMMAIRE

<b>TABEAU DES REVISIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....</b>	<b>5</b>
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC .....	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC .....	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC .....	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION .....	5
<b>1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>7</b>
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE .....	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS .....	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
<b>2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>10</b>
2.1 PLANNING .....	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB .....	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE .....	12
2.8 DIVERS.....	12
<b>3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>13</b>
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier .....	13
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier .....	13
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	14
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place .....	14
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	15
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX .....	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER .....	16
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	17

3.5.1 Présence d'amiante .....	17
3.5.2 Présence de plomb .....	17
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.4 Travaux divers .....	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	18
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS .....	18
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	19
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	20
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS .....	22
<b>4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER .....</b>	<b>24</b>
<b>5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT .....</b>	<b>25</b>
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX .....	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES .....	26
5.3.1 Mise en place bungalows .....	26
5.3.2 Cantonnement à étages. ....	26
5.3.3 Installation électrique.....	26
<b>6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .....</b>	<b>27</b>
6.1 ORGANISATION.....	27
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....	28
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé .....	28
6.2.2 Interdiction de fumer .....	28
<b>7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ....</b>	<b>29</b>
7.1 PPSPS .....	29
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE .....	29
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....	29
<b>8 Annexes .....</b>	<b>30</b>
Panneau : En cas d'accident.....	30

## 0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

---

### 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

### 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

### 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

### 0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

### 0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

### 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

#### Am. locaux R+1 ELSM CARSAT

33 rue Grande Vallée  
50100 CHERBOURG EN COTENTIN



### 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

#### Description

AMENAGEMENT Du 1er ETAGE SSR ET ELSM SUR LE SITE DE CHERBOURG

#### Nombre de niveaux (infra et superstructure)

1 niveau

### 1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE MANCH MONTEE DU BOIS ANDRE 50012 ST LO CEDEX	
------------------	----------------------------------------------------------------------------------	--

Inspection du travail	DIRECCTE 50100 CHERBOURG EN COTENTIN	
OPPBTP	OPPBTP 28 rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise, 1 14280 SAINT CONTEST	TEL : 0231442361
CARSAT	CARSAT Service Prevention Parc Athéna 1 rue Ferdinand Buisson 14280 SAINT CONTEST	TEL : 02 31 46 89 30

**Lot(s) sans entreprise à ce stade :**

- N°Lot N°1 - Désamiantage
- N°Lot N°2 - Aménagements intérieurs
- N°Lot N°3 - Peinture et sol
- N°Lot N°4 - Cloisons amovibles/Faux plafond/isolation combles
- N°Lot N°5 - Electricité - Courants fort/faible
- N°Lot N°6 - Chauffage/Plomberie/Sanitaire/Aération EU
- N°Lot N°7 - Carrelage/faïence
- N°Lot N°8 - Menuiseries extérieures
- N°Lot N°9 - Etanchéité
- N°Lot N°10 - Ventilation extraction soufflage « Maitrise d'œuvre extérieure »

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

#### 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 02/06/2025 pour une durée de 3 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

#### 1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

#### 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).



Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

## 1.7 DIVERS

Sans objet.

## 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

---

### 2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

### 2.2 NATURE DE SOL

Sans objet

### 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

### 2.4 AMIANTE

Consulter les diagnostics joints au DCE

DIAG NormandieN° du rapport 22578-CPAM A, émission du rapport 08/07/2024. **Conclusion : présence d'amiante**

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.

- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Toute co activité sera interdite durant ces prestations.

Les lots concernés devront mettre en place un protocole de mesure environnementale, dans les zones extérieures à la zone de travaux de manière à assurer un suivi du taux d'empoussièrement pour assurer une absence de contamination.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
  - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
  - Localisation :
  - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

### **Lots concernés**

Lot 1

Nota : Si des matériaux et produits amiantés sont maintenus en place, tous les corps d'état intervenant sur ou à proximité devront produire un mode opératoire et être formé aux interventions dites de "sous section IV"

## **2.5 PLOMB**

Consulter les diagnostics joints au DCE

Les entreprises devront avoir reçu une formation / information sur les risques liés au plomb. Les entreprises devront présenter les Modes Opératoires Plomb (MOPB) en se référant aux prescriptions de la fiche INRS ED 909. Une analyse de risque devra être réalisée par l'entrepreneur en fonction de la nature des travaux réalisés et des teneurs en plomb relevées dans le diagnostic plomb. Des tests en vue d'estimer les émissions de poussières plomb attendues pourront notamment être réalisées. Les compagnons ne devront pas être exposés à des émissions de poussières de plomb supérieur à 0,1 mg par m<sup>3</sup> sur une journée de travail. Après travaux, des mesures de la concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol seront réalisées dans chacun des locaux ayant fait l'objet de travaux. Tant que la concentration surfacique des poussières au sol est supérieure à 1 000 µg/m<sup>2</sup> pour l'un des échantillons prélevés, un nouveau nettoyage minutieux sera réalisé, préalablement à de nouveaux prélèvements de poussières.

### **Lots concernés**

Lot 1

Nota : Si des matériaux et produits contenant du plomb sont maintenus en place, tous les corps d'état intervenant sur ou à proximité devront produire un mode opératoire et être formé au risque plomb.

## **2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE**

Une emprise au sol dans la zone chantier sera définie, à proximité directe du bâtiment sur le parking  
Les entrepreneurs devront sécuriser leurs stockages

Le lot 2 devra la mise en place de clôtures sur le parking pour délimiter et sécuriser la zone

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan PDF ou papier à diffuser pour avis au MOA, MOE, C. SPS	Affichage dans le cantonnement	Lot 2	Lot 2
Clôture	Panneaux Heras en grillage acier galvanisé stabilisé d'une hauteur de 2,00 mètres Cloison de type CP équipée de porte d'accès provisoire en intérieur pour isoler la zone travaux.	Délimitation de l'emprise chantier sur le parking	Lot 2	Lot 2
Signalisation	Panneau de signalisation / itinéraire	A préciser sur le PIC	Lot 2	Lot 2

### Disposition en cas de litige ou de défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité des installations aux frais de l'entreprise défaillante.

## 2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Selon PIC le plus adéquat par rapport à la localisation des travaux.	Lot 2	Lot 2
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte en cours de validité portée par chaque compagnon	chaque lot pour son propre compte	chaque lot pour son propre compte
Liste du personnel	-Support papier sur le chantier -Selon besoins spécifiques du chef d'établissement	chaque lot pour son propre compte	chaque lot pour son propre compte

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité des installations aux frais de l'entreprise défaillante.

## 2.8 DIVERS

Chaque entreprise respectera le code de la route lors de la sortie des véhicules du chantier

## 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

### 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés et balisés. Ils devront rester libres de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats).

La circulation en véhicule se fera au pas dans le chantier.

Toute manœuvre avec véhicule et engin devra être effectuée avec l'aide d'un signaleur et compagnons équipés de gilets réfléchissants.

#### 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par l'homme trafic ou le chef d'équipe	Voir PIC	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte
Signalisation	Panneaux d'information	Voir PIC et Plan du site	Lot 2	Lot 2
Homme de manœuvre	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte
Avertisseur de manœuvre	Sur engins de chantier et camions de livraison	Sur engins de chantier et camions de livraison	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte

#### 3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation et visite du chantier des compagnons organisé par le chargé d'opération	Sans objet	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte
Protection accès chantier	Suivant accès et plan d'installation de chantier. Nature : à préciser sur le PIC	Selon PIC	Lot 2	Lot 2
Eclairage	de type Led ou Néon étanche fixés en hauteur		Lot electricité	Lot electricité

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneaux / affichage et signalétique	Zone de circulation	Lot 2	Lot 2

### 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail,- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux,

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons. L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier- à proximité des postes de travail. Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

#### 3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir en concertation avec le maître d'œuvre sur plan de levage	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Monte matériaux	Sur ouverture en facades	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte	Boitier de commande et installation électrique conformes
Treuil électrique	Sur ouverture en facades	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte	Boitier de commande et installation électrique conformes
Camion auto-déchargeable	A définir en concertation avec le maître d'œuvre depuis aire dédiée	Sur ouverture en facades	Sur ouverture en facades	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise

#### 3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

##### Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

### **Grue automotrice**

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

### **Autres engins**

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

### **Personnel utilisateur**

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

### **Appareils de levage**

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

### **Sécurisation des moyens de levage**

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

### **Convention de prêt**

Convention écrite et contradictoire précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun.

### **3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

### **Phasage et moyens prévus**

En absence de prescription au CCTP, les moyens reste à la charge de chaque entreprise.

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

#### **Lot chargé de la mise en place**

Chaque lot pour son propre compte

#### **Lot chargé de l'entretien**

Chaque lot pour son propre compte

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

### **3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX**

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produits chimiques dangereux	Local fermé sous clé Conteneur	A définir en concertation avec le MOE	Naturelle ou mécanique	Conformément aux fiches de données de sécurité (FDS) Stockage indépendant des autres matériaux
Matériaux non dangereux	Local fermé sous clé, Conteneur, à l'aire libre avec balisage	A définir en concertation avec le MOE	Sans objet	Balisage et entreposage sur aire carrossée Pas de superposition de palettes

### **3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER**

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Du poste concerné	Chaque jour	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte
Bennes avec tri	Conformément au PIC et CCTP	En fonction des besoins des l'entreprises	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte



## Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

## 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

### 3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

#### **Lots concernés**

Lot 1

A noter : Potentiellement autres lots en Sous section IV

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

### 3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

#### **Lots concernés**

Lot 1

A noter : Potentiellement autres lots

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

### **3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)**

#### **3.5.4 Travaux divers**

Sans objet.

### **3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES**

#### **Disposition en cas de litige ou défaillance**

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

#### **Nature des protections collectives**

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

Dans le cas où une protection collective provisoire gêne ou empêche l'intervention d'une entreprise, toute dépose de la protection sans concertation auprès du maître d'œuvre ou de l'entreprise en charge de cette protection sera interdite. Des mesures compensatoires seront prises et précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenante en respectant les principes généraux de prévention.

### **3.7 MUTUALISATION DES MOYENS**

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel. Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices)

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés et de dispositif de travaux en hauteur. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages et de travaux en hauteur.

#### **Disposition générale**

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------	-------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Engin manutention aérien	telescopique	Durée de mise à disposition pour approvisionnement TCE ; A PRÉCISER	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte

### 3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Depuis les existants	en période de préparation	lot électricité	lot électricité
Armoire générale	Dans la zone chantier pour chaque phase	en période de préparation	lot électricité	lot électricité
Alimentation cantonnement	Raccordement des bungalows depuis l'armoire principale	Avant intervention de la première entreprise	lot électricité	lot électricité
Armoires secondaires	Dans la zone chantier à chaque niveau des bâtiments	selon avancement	lot électricité	lot électricité
Eclairage circulation verticale	A faire préciser sur PIC	selon avancement	lot électricité	lot électricité
Eclairage circulation horizontale	Dans la zone chantier à chaque niveau des bâtiments	selon avancement	lot électricité	lot électricité
Eclairage poste de travail	Au droit de chaque poste de travail	En fonction des besoins	Chaque lot pour son propre compte	Chaque lot pour son propre compte

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

### 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Le maître d'oeuvre en fonction des tâches de chaque entreprise élaborera un planning dont une partie des objectifs est d'éviter les coactivités à risque et interdire toute superposition de tâches. Les postes de travail seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches, entreprise par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique suffisant pour permettre de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition. Des protections (réglementaires) de la zone de chaque intervenant sera mise en place si nécessaire (garde corps, bâches, filets, contreplaqué).

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Tous les travaux en mode dégradé liés aux risques de pandémie du Coronavirus COVID-19	TOUS LES LOTS ET LEURS INTERVENANTS	Dès le début de demande de mise en fonction des mesures de protections.	<p>Sécurisation pour les chantiers en cours : Par l'application des mesures gouvernementale et des dispositions édictées par les organismes professionnels de la prévention. Sécurisation pour les chantiers arrêtés :</p> <p>SAUVEGARDE DES OUVRAGES Responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage. La situation actuelle peut ou a pu imposer de mettre le chantier en veille, ou en mode dégradé. Ces situations nécessitent une vérification des points suivants sur la sauvegarde des ouvrages : - provisoires, - sur la stabilité des éléments préfabriqués, - sur la tenue des terres (talus, fouilles, tranchées,...), - sur la sauvegarde des avoisinants, - sur la pérennité des ouvrages soumis aux intempéries etc... Pour l'ensemble des points ci-dessus, toutes les dispositions prises en la matière doivent être soumises au contrôleur technique avant la mise en place de mesure de sécurisation stricte. Le but est de s'assurer que les ouvrages en cours qui ont été stoppés ne représentent aucun danger</p>	TOUS LES LOTS ET LEURS INTERVENANTS

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Générant de la poussière (autre que l'amiante)	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	Lot concerné
Générant un risque de chute d'objet	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace type tunnel, Installation d'un moyen de récolte en cas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée.	Lot concerné
Générant un risque de projection de matériaux / étincelles/ matériaux incandescent	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Poste de travail à l'écart de l'activité des autres corps d'état, Connaissance de la nature des matériaux en place, Installation d'une protection pare feu / pare flamme, Installation d'une parois ou bâche spécifique, Extincteur adapté à proximité du poste de travail, Signalisation du poste de travail, Installation d'un balisage adapté.	Lot concerné

### 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Ces travaux seront à préciser par chaque entreprise dans le PPSPS avec les mesures de prévention. Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 1	démolition, désamiantage	Absence totale de co activité.	Respect du PRAM et MOA
Travaux en hauteur	Toute entreprise concernée	à préciser dans le PPSPS	Absence de co activitéSuperposition de tâches interdite	Balisage de la zoned'intervention,P ersonnel qualifié,Utiliser du matérielconforme et adapté, Respect de la notice d'utilisation,Installati on d'uneprotection antichute

## 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

### SECURITE DES TIERS

Pendant toute la durée des travaux, chaque entreprise doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines, ni aucune gêne pour leurs occupants. Dans le cas contraire, il est tenu pour responsable des dommages causés et doit en supporter toutes les conséquences. Il en est de même en ce qui concerne les rues d'accès et la sécurité du public du côté des rues. Aucun matériau ou matériel ne doit choir ou être déposé sur le domaine public ou celui des voisins.

Le lot 2 devra sécuriser les accès en intérieur pour isoler le chantier.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	A définir suivant PIC	Locaux en activités	Isoler chantier, cloisonnement et porte d'accès provisoire	lot 2	lot 2
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	En fonction des Retour des DICT et des plans de recollement du site	Maintien fonctionnels des réseaux	Localiser les réseaux maintenus en fonctionnement dans une zone chantier, Neutraliser consigner et purger les réseaux directement concernés	lot 2	lot 2

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.



## 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

### 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

sans objet

### 5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements comporteront:

-un lieu de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.-un entretien journalier des installations de la base vie pour toute la durée du chantier.

La CPAM prendra a sa charge les frais des consommations électriques et eau

Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.

Des locaux seront mis à disposition du lot 2 pour aménager la base de vie commune

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	6 personnes	A reprendre sur le PIC	Chauffage, Armoires vestiaires avec serrure ou cadenas, Bancs	lot 2	lot 2	lot 2
Réfectoire	6 personnes	A reprendre sur le PIC	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe-gamelles, Réfrigérateur	lot 2	lot 2	lot 2
Sanitaires	6 personnes	A reprendre sur le PIC	Équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, eau tempérée et sèche main, savon	lot 2	lot 2	lot 2

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

### **Disposition en cas de litige ou défaillance**

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise responsable.

## **5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES**

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise responsable.

### **5.3.1 Mise en place bungalows**

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

#### **Lots concernés**

Des locaux seront mis à disposition du lot 2 pour aménager la base de vie commune

### **5.3.2 Cantonnement à étages.**

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

### **5.3.3 Installation électrique**

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	lot electricité	lot electricité

## 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

### 6.1 ORGANISATION

Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un secouriste du travail présent sur le chantier.

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur).

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Sur chaque compagnon (téléphone mobile)	En état de fonctionnement	Fiche en cas d'accident à aménager dans le cantonnement	Chaque lot
Accès secours	A identifier sur le PIC	Plan à transmettre aux services de secours du secteur	lot 2	lot 2
Secouriste	A minima 1 secouriste par entreprise présent sur le chantier	Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.	chaque lot	chaque lot
Trousse de secours	Dans chaque véhicule	Rapprovisionnement de la pharmacie, Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention.	lot 2	lot 2

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Cantonnement	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.		lot 2

## 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### 6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Toujours au moins deux salariés sur le chantier

### 6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

## 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

---

### 7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

### 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

## ANNEXES

### **Am. locaux R+1 ELSM CARSAT**

33 rue Grande Vallée  
50100 CHERBOURG EN COTENTIN

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

## 8.1 Panneau : En cas d'accident

# EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

**18** **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

## ICI CHANTIER

A: CHERBOURG EN COTENTIN  
RUE :33 rue Grande Vallée

2

## PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...  
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

## SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

## DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

## FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

## NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

## Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.31.53.40.50 .